

BAILLEURS DE FONDS EN 2002-2003

Nous remercions particulièrement Condition féminine Canada qui appuie la Coalition pour l'équité salariale tant financièrement que moralement. Nous soulignons également l'apport financier de la Fondation pour l'avancement du droit du Nouveau-Brunswick.

Nous remercions également les organismes suivants pour leur aide financière :

Confédération des Syndicats Nationaux (CSN)
Congrès du travail du Canada (CTC)
Développement des ressources humaines Canada
Fédération des travailleurs et travailleuses du Nouveau-Brunswick (FTTNB)
Patrimoine Canadien
Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)

L'équité salariale,
c'est un salaire égal
pour un travail de valeur égale ou comparable

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Le chemin parcouru par la Coalition pour l'équité salariale depuis la Marche mondiale des femmes de l'an 2000 est remarquable. Après des escalades quasi infranchissables, nous sommes parvenues à faire de l'équité salariale un enjeu politique de taille. Désormais les politiciens savent que la question ne peut plus être esquivée et qu'ils devront s'y attarder. Il est bien connu qu'une année d'élections est le moment tout désigné pour obtenir des fléchissements de position politique et c'est dans cette optique que les actions de la Coalition ont été dirigées. La préparation de la campagne électorale a fait de l'année qui vient de s'écouler une étape pour la moins trépidante. L'hésitation des partis progressiste-conservateur et libéral sur l'adoption d'une loi pour corriger les iniquités salariales a obligé à bien des démarches mais les efforts déployés par toutes les membres des comités régionaux et de nombreuses bénévoles ont porté fruit. Les libéraux se sont engagés à adopter une loi s'étendant à tous les secteurs moyennant une consultation avec les intervenants des secteurs privés et ce dans un échéancier de moins de 4 ans après leur accession au pouvoir. Quant aux conservateurs ils s'en tiennent aux recommandations de la Table ronde pour prendre une décision. Bien sûr, le Nouveau parti démocratique n'a jamais bronché sur cette question qu'il qualifie d'importante.

Si la promesse libérale d'adopter une loi protégeant tous les secteurs économiques a bien sûr suscité beaucoup d'enthousiasme pour les membres de la Coalition, elle ne leur donne pas pour autant le loisir de se tenir coites. Au contraire le travail de persuasion doit s'intensifier pour maintenir l'équité salariale à l'avant scène et s'assurer que la promesse électorale n'est pas renvoyée aux calendes grecques. Un gouvernement si faiblement majoritaire peut nous être favorable et la Coalition devra faire vite et bien.

L'atelier de loi qui s'est tenu en avril nous à permis d'élaborer des principes pour une loi sur l'équité salariale qui soient adaptés à nos réalités et susceptibles de protéger la majorité des femmes employées du Nouveau-Brunswick. Autant pour nos défenseurs que pour nos opposants, ces principes devront être clairs, vendables et justes.

L'année 2003-2004 s'annonce donc à la fois pleine de défis et remplie d'espoir.

Huberte Gautreau, Présidence

MOT DE LA COORDONNATRICE

En cette année électorale, la Coalition a été très active. L'accent a été mis sur les activités de communication, certaines desquelles ont connu un énorme succès médiatique. Pensons à nos campagnes : Du pain et des roses, Cartes de Noël, Cartes postales. Bon nombre d'exposés à travers la province ont renforcé notre message. Nos partenaires ont contribué à augmenter la visibilité de l'équité salariale. Pensons à la campagne sur l'écart salarial du Conseil consultatif sur la condition de la femme (CCCF) et à la mention de l'équité salariale dans leurs activités médiatiques par le CCCF, la Fédération des travailleurs et travailleuses du N.-B. (FTTNB) et le Front commun pour la justice sociale. La FTTNB s'est même associée à la Coalition pour la Campagne de cartes postales.

Cette année, partout dans la province, des femmes et des hommes se sont mobilisés pour nos campagnes d'éducation. Il faut souligner la participation toute nouvelle de Miramichi, du Restigouche et de la Péninsule qui ont même formé des comités régionaux pour la campagne électorale. Il faudra bientôt former un comité régional à Saint-Jean, mais entre-temps nous avons pu compter sur des alliées dans cette région pour nos campagnes.

La campagne électorale a réclamé beaucoup de travail, exigeant des réactions rapides à plusieurs occasions. Mais nous pouvons dire que notre travail de sensibilisation des candidats et candidates, tout au long de l'année, a porté fruit. Les trois partis se sont prononcés sur l'équité salariale pendant la campagne électorale. Le Nouveau Parti Démocratique et le Parti libéral se sont compromis en faveur d'une loi dans les secteurs public et privé. Les résultats des élections sont de bon augure pour avancer davantage notre cause. Nous avons misé sur notre présence forte dans les médias au cours des dernières années. Nous avons maintenant sept comités régionaux en place, des alliés dans les deux communautés linguistiques, des partenariats établis avec d'autres groupes provinciaux.

En filigrane, un travail énorme a été amorcé afin d'établir les principes qui devraient sous-tendre une loi sur l'équité salariale pour le Nouveau-Brunswick et afin de rédiger éventuellement un projet de loi qui répondrait à nos attentes. Ce travail exigeant est essentiel pour les prochaines étapes et nous donnera des outils d'éducation et de lobbying très utiles.

Au cours de la prochaine année, les défis seront de mettre sur pied de nouveaux comités régionaux tout en consolidant ceux qui existent, d'élargir notre base d'appui, de développer et d'exécuter un plan de communication adapté à la nouvelle situation politique, de maintenir une présence auprès des élus et élues et de poursuivre notre travail pour établir les principes d'une loi sur l'équité salariale tout en améliorant nos connaissances sur l'évaluation de postes. Une année intéressante en perspective...

Johanne Perron, Coordonnatrice

QUI SOMMES-NOUS ?

La Coalition pour l'équité salariale est un regroupement de personnes et d'organismes du Nouveau-Brunswick qui, par ses démarches et revendications, demande que le gouvernement provincial légifère afin d'assurer l'équité salariale dans tous les secteurs d'activité.

Les objectifs de la Coalition sont :

- a) obtenir un engagement du gouvernement provincial pour que la loi actuelle sur l'équité salariale soit étendue à l'ensemble de la fonction publique ;
- b) s'assurer que la législation sur l'équité salariale s'applique aux employeuses et aux employeurs du secteur privé.

HISTORIQUE

Il y a quelques années, la Fédération des dames d'Acadie a décidé de travailler à l'obtention d'une loi sur l'équité salariale dans les secteurs public et privé au Nouveau-Brunswick. Pour ce faire, elle entrevoyait l'importance de former une coalition. Aussi, la Fédération a fondé l'*Union des femmes pour l'équité salariale*, le 23 mai 1998.

En 1999, le Comité de la Marche mondiale des femmes 2000 a décidé de mettre de l'avant deux revendications pour le Nouveau-Brunswick : l'équité salariale et l'élimination de la violence faite aux femmes. Le Comité de la Marche a joint ses efforts à ceux de l'Union des femmes pour l'équité salariale.

Le 13 octobre 2000, des représentantes du Comité de la Marche et de l'Union ont remis au gouvernement du Nouveau-Brunswick une pétition de près de 30 000 signatures et un Contrat de solidarité sociale signé par 74 organismes regroupant au-delà de 65 000 personnes.

Lors de sa première Assemblée générale annuelle, le 16 juin 2001, l'Union s'est dotée d'une nouvelle structure et a pris le nom de *Coalition pour l'équité salariale*. Depuis, la Coalition poursuit ses activités de sensibilisation et de lobbying.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Huberte Gautreau, *présidente*
Wendy Robbins, *vice-présidente anglophone*
Odette Robichaud, *vice-présidente francophone*
Christine Robichaud, *secrétaire-trésorière*
Docile Cormier, *représentante de l'Est*
Wendy Johnston, *représentante du Centre*
Denyse Mazerolle, *représentante du Nord-Ouest*
Valerie Roy, *représentante du Sud-Est*

Simone Savoie, *représentante du Nord-Est*
Sharon Thompson, *représentante du Sud-Ouest*

BÉNÉVOLES

Cette année, plus que jamais, la Coalition a pu compter sur de nombreuses heures bénévoles. Plusieurs personnes se sont impliquées dans les comités permanents et les comités régionaux de la Coalition.

En dehors de ces comités, soulignons le travail extraordinaire de Marylea MacDonald qui nous représente avec tant de perspicacité à la Table ronde sur l'écart salarial, celui de Simone Rainville qui pose son oeil de lynx sur tous nos documents, celui de Michèle Caron et de Louise Aucoin qui mettent leur expertise au service du comité aviseur pour la rédaction d'un projet de loi sur l'équité salariale, d'Anne Wery qui nous a développé une base de données digne des plus grandes compagnies, de Pat Hay, Kathryn Stewart et Marilyn MacCormack qui ont organisé la campagne Du pain et des roses dans leurs régions respectives en l'absence de comités régionaux, de Corinne Gallant qui a traduit plusieurs documents, de Nancy Pelletier, étudiante d'information-communication de l'Université de Moncton, qui a démontré tout son savoir-faire pendant 200 heures de stage, celui de Thérèse Gautreau et d'Irene Kohr qui ont souvent sauvé la situation au dernier moment, d'Éliane Befekadu qui assure avec constance le maintien du Centre de documentation, de Jocelyne Doiron qui a contribué ses talents de graphiste, de René Poirier, Philippe Beaulieu, Lynne Surette, Marie-Pierre Valay Nadeau, Rebecca Bulmer, Diane Savoie et Mario Mercier qui ont donné une âme à notre théâtre de rue à Moncton, de Véronique Goulet et Lyse Godin-Hachey qui ont fait de même pour Bathurst, de Helene Robb qui a participé à nos comités d'embauche, de Louise Gagnon qui a aidé à mettre à jour de nombreuses listes jusqu'à des heures tardives, de Michel Godin qui a fait des miracles avec notre équipement informatique, de Lise Rodrigue qui nous a dépannées à la dernière heure. Nos remerciements sincères à toutes ces personnes. Comme la liste est longue, toute omission serait une erreur et nous nous en excusons.

MEMBRES

Grâce à sa campagne de recrutement de membres, la Coalition a plus que doublé son membership. Nous comptons maintenant 271 membres individuels et 28 organismes membres.

EMPLOYÉES

Coordonnatrice : Johanne Perron
Coordonnatrice-adjointe (mars à juin) : Michelle Marcil
Personnel temporaire : Tony Pelletier (été 2002), Nadine Lipton (automne 2002), Karine Pelletier (décembre 2002), Lise Mazerolle (automne 2002 / hiver 2003), Patty Deitch (mai-

juin 2003), Jade Duchesneau-Bernier (mai-juin 2003), Rose-Marie Albert (mai-juin 2003) et Stacey MacCormack (mai-juin 2003).

PARTENAIRES

Fédération des travailleurs et travailleuses du N.-B. (FTTNB)

Dès 2002, la FTTNB et la Coalition ont formé un comité conjoint pour travailler sur l'équité salariale. Dans le cadre de ce partenariat, une tournée d'exposés a été organisée dans les Conseils du travail de la province. Le comité a également organisé une campagne de cartes postales. La FTTNB a souvent fait mention de l'équité salariale dans ses communiqués de presse.

Conseil consultatif sur la condition de la femme du N.-B. (CCCF)

La Coalition profite de la recherche et du matériel éducatif du CCCF. La campagne d'éducation sur l'écart salarial du CCCF a grandement contribué à sensibiliser la population néo-brunswickoise à l'injustice subie par les femmes.

Front commun pour la justice sociale

La Coalition fait partie du Front commun pour la justice sociale. Dans sa lutte contre la pauvreté, le Front commun pour la justice sociale soutient l'équité salariale et en fait régulièrement mention lors de ses activités de sensibilisation. Ainsi, l'équité salariale a occupé une place d'honneur lorsque le Front commun a accueilli l'Assemblée nationale du Réseau de solidarité, à Memramcook, du 16 au 19 janvier 2003.

Du pain et des roses

Le 21 octobre 2002, neuf députées et députés - Bernard Lord, Shawn Graham, Élisabeth Weir, Brad Green, Percy Mockler, Dennis Furlong, Joël Bernard et Elvy Robichaud - ont reçu un pain et une rose. L'activité visait à rappeler la demande pour une loi sur l'équité salariale, présentée à l'Assemblée législative deux ans plus tôt, lors de la Marche mondiale des femmes, 2000. Le pain symbolise la sécurité économique et la rose, la justice. La campagne a connu un énorme succès et a reçu une excellente couverture médiatique grâce à la participation de nos comités régionaux et de nos alliées ailleurs en province.

Campagne de cartes de Noël

Ce qui avait commencé comme un événement médiatique s'est transformé en une campagne éclair. En trois semaines seulement, nos comités régionaux et nos alliées ont fait signer 1200 cartes de Noël appuyant notre demande avec des messages tels que « Paradis à la fin de vos jours et équité salariale d'ici la fin de l'année ! » et « Petit papa Bernard, quand tu descendras du char, avec tes promesses par milliers, n'oublie pas la loi sur l'équité ! » Une tuque rouge sur la tête, plusieurs déléguées de la Coalition se sont présentées à l'Assemblée législative, le 18 décembre 2002, avec des chants de Noël adaptés pour refléter notre demande d'équité salariale. En l'absence du premier ministre Bernard Lord (à qui les cartes étaient destinées), Mère Noël a remis les cartes de Noël à Margaret Ann Blaney, ministre responsable de la Condition de la femme. La campagne a fait l'objet d'une très bonne couverture médiatique.

Campagne de cartes postales avec la FTTNB

La FTTNB et la Coalition se sont associées pour lancer une campagne de cartes postales le 30 janvier 2002. Grâce aux efforts partout en province, environ 3600 cartes ont été remises au premier ministre Bernard Lord pendant la campagne électorale. Bien que la couverture médiatique ait été moyenne, la campagne a contribué à maintenir la question à l'ordre du jour et à démontrer l'appui continu de la population.

SCÈNE POLITIQUE

Campagne électorale

Bien que la campagne électorale ait commencé sans mention de l'équité salariale, les trois partis politiques se sont éventuellement prononcés sur le sujet. Au tout début, nous avons envoyé une lettre aux trois chefs de partis, demandant leur position sur une loi sur l'équité

salariale dans les secteurs public et privé. Le Parti libéral a annoncé qu'il adopterait une loi sur l'équité salariale pour l'ensemble de la fonction publique et qu'il regrouperait tous les intervenants afin d'étendre l'équité salariale par législation au secteur privé. Le Nouveau Parti Démocratique affirme qu'il adopterait une loi couvrant les secteurs public et privé, appuyée de campagnes d'éducation à l'intention des employeurs et des employés. Le Parti progressiste-conservateur, par contre, évite de se compromettre en disant attendre les résultats de la Table ronde sur l'écart salarial.

Pendant la campagne électorale, l'équité salariale a reçu de l'attention, mais sans réussir à percer. La question a été mentionnée lors de quelques débats. La Coalition a attiré l'attention par la remise des cartes postales au premier ministre et un communiqué de presse faisant un bilan de la question pendant la campagne.

Table ronde sur l'écart salarial

Le 22 mai 2002, le gouvernement provincial a annoncé la mise sur pied d'une Table ronde sur l'écart salarial. Marylea MacDonald y représente la Coalition avec brio, appuyée par le Comité de recherche de la Coalition. Les employeurs, les syndicats, les éducatrices en garderie et les groupes de femmes y sont aussi représentés. À date, la Table ronde a examiné le portrait socio-économique de la province ainsi que de la documentation sur l'écart salarial au Canada et en Europe. Malheureusement, les élections ont retardé les travaux de la Table ronde et celle-ci n'a toujours pas discuté en profondeur des solutions. Il faut noter que les discussions portent sur l'ensemble des facteurs qui contribuent à l'écart salarial, dont la discrimination salariale à l'égard des emplois typiquement féminins.

Mémoire à la Commission des droits de la personne

La Coalition a présenté un mémoire à la Commission des droits de la personne du N.-B. dans le cadre d'une consultation en vue de la révision de son mandat. Dans ce mémoire, la Coalition demandait que l'équité salariale soit clairement reconnue comme un droit de la personne. Cependant, un tel changement demandera l'appui de l'Assemblée législative.

Appui de l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick

L'Association francophones des municipalités du Nouveau-Brunswick a appuyé l'équité salariale lors de sa dernière Assemblée générale annuelle. Il s'agit d'un appui considérable, puisque les municipalités sont des employeurs importants qui peuvent servir de modèles aux entrepreneurs. Il s'agit d'un dossier à suivre.

RÉDACTION D'UN PROJET DE LOI

La Coalition vise à développer un projet de loi comme outil de sensibilisation du public et comme outil de lobbying auprès du gouvernement. Ce processus permettra d'analyser les lois existantes pour en faire ressortir les forces et les faiblesses. Il permettra aussi de cerner les principes qui doivent sous-tendre une loi pour atteindre notre objectif : l'équité salariale pour toutes.

Un comité aviseur composé de Michèle Caron, de Louise Aucoin, d'Huberte Gautreau et de Johanne Perron oriente le processus. Le 5 avril 2003, 19 personnes se sont penchées sur des éléments de fond d'une loi sur l'équité salariale, tels que la grosseur des entreprises qui devraient être soumises à la loi, les pouvoirs d'une Commission sur l'équité salariale et l'évaluation de postes en l'absence de comparateurs masculins. Raymonde Leblanc, de la CSN, Sue Genge, du Congrès du Travail du Canada, et Sandi Howell, du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) ont agi à titre de personnes ressources durant l'atelier et leur expérience des lois existantes nous a grandement aidées à progresser. Cet atelier a été rendu possible grâce à une subvention de la Fondation pour l'avancement du droit du N.-B.

ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET DE COMMUNICATION

Exposés et kiosques

Entre le 1er avril 2002 et le 31 mars 2003, la présidente, les membres des comités régionaux et la coordonnatrice ont offert 45 exposés rejoignant un total de 2772 personnes. Les principaux groupes ciblés étaient des groupes de femmes, des classes d'étudiants et étudiantes de niveau collégial ou universitaire, des syndicats, des groupes anti-pauvreté. Quelques kiosques ont aussi été organisés lors de différentes assemblées.

Parutions médiatiques

Du 1er avril 2002 au 31 mars 2003, la Coalition et l'équité salariale ont fait l'objet d'au moins 160 parutions médiatiques. La Coalition a émis 15 communiqués de presse :

En plus des campagnes, les activités suivantes ont retenu l'attention des médias :

Journée de l'équité salariale

La Coalition a souligné encore cette année la Journée de l'équité salariale, soit la journée à partir de laquelle les femmes travaillent "bénévolement" - mais involontairement - pour leur employeur. Il était estimé que le travail des femmes n'était rémunéré qu'à 90 % de sa valeur. La Journée de l'équité salariale était donc le 25 novembre.

Anniversaire du droit de vote des femmes

Profitant de l'anniversaire du droit de vote des femmes au niveau provincial, les comités de Bathurst et de Moncton ont fait ressortir les similarités entre la lutte pour le droit de vote des femmes au Nouveau-Brunswick et celle pour l'équité salariale. Le théâtre de rue a permis de livrer notre message de façon rafraîchissante et de dénoncer les mythes entretenus contre l'adoption d'une loi sur l'équité salariale.

Capsules sur l'équité salariale

Une série de capsules radiophoniques ont été enregistrées et diffusées sur les ondes de CJSE, CIMS-FM, CJEM et CFAI pendant la campagne électorale. Ces capsules expliquaient ce qu'est l'équité salariale et incitait la population à s'informer de la position des candidats et candidates aux élections au sujet de l'équité salariale.

Site Internet de la Coalition

Le site Internet de la Coalition a été refait par Elephant Design. Le contenu du site a été complètement révisé et mis à jour par la Coalition. Certaines informations doivent encore y être ajoutées.

RAPPORT DES COMITÉS PERMANENTS

Comité de mobilisation

Membres : Madeleine Delaney-Leblanc, Angela Bourgeois, Louise Winchester, Linda Silas, Odette Robichaud.

Cette année, le comité de mobilisation a pris la responsabilité d'organiser le lobbying. Il a supervisé le développement d'une trousse de lobbying. Madeleine Delaney-Leblanc, Huberte Gautreau et Johanne Perron ont rencontré plusieurs comités régionaux afin de leur offrir la formation nécessaire et les inciter à développer leur stratégie de lobbying.

Comité de communication

Membres : Simone Rainville, Chantal Abord-Hugon, Valerie Roy, Huberte Gautreau, Madeleine Delaney-Leblanc.

Le Comité de communication a mis à jour le plan de communication. Il a encadré toutes les activités de communication et s'est beaucoup impliqué dans l'organisation de la campagne de Noël et du théâtre de rue pour l'anniversaire du droit de vote des femmes au N.-B. Le Comité a révisé tous nos communiqués de presse ainsi que le site Internet mis à jour.

Comité de recherche

Membres : Wendy Robbins, Huberte Gautreau, Joan McFarlane, Guylaine Poissant.

Le Comité de recherche avait comme mandat d'appuyer Marylea MacDonald dans son travail à la Table ronde. Il s'est réuni pour discuter de la documentation remise à la Table ronde et conseiller Marylea dans son travail.

RAPPORT DES COMITÉS RÉGIONAUX

Bathurst

Membres : Simone Savoie (présidente), Marie-Ange Bertin, Soeur Hectorine Boudreau, Soeur Laurina Cormier, Chantal Gallant, Anne-Marie Gammon, Soeur Ernestine Laplante Soeur Adèle Morin, Jacqueline Savard.

Le Comité de Bathurst s'est tenu occupé toute l'année. Plusieurs de ses activités ont reçu une belle couverture médiatique. Les membres du Comité ont organisé des exposés au Collège communautaire et à l'école d'infirmières avec l'aide de la représentante régionale du CCCF. Lors de la campagne Du pain et des roses, elles ont tenu à rencontrer deux députés : Joël Bernard (Parti progressiste-conservateur) et Marcelle Mersereau (Parti libéral). Le Comité de Bathurst a récolté environ 500 cartes postales au printemps. Il a également organisé une présentation pour souligner l'anniversaire du droit de vote des femmes du N.-B. avec la participation de deux élèves de 6^{ième} année : Véronique Goulet et Lyse Godin-Hachey.

Pendant la campagne électorale, les membres du Comité de Bathurst ont aussi accompli un travail admirable. Elles ont abordé Bernard Lord, premier ministre, à trois reprises et Shawn Graham, chef du Parti libéral, à deux reprises. Elles ont également rencontré Brian Kenny (Parti libéral), Nancy McKay (Parti progressiste-conservateur), Hermel Vienneau (Parti progressiste-conservateur) et Percy Mockler (du Parti progressiste-conservateur) en visite dans la région.

Le 22 mai 2003, les membres du Comité ont organisé un déjeuner-causerie avec les candidats de la région Chaleur et les représentants d'organismes communautaires. Elles ont aussi assisté à la déclaration sur l'équité salariale du chef du Parti libéral, Shawn Graham. Le 25 mai, les membres du Comité ont assisté à un débat des candidats de la région Chaleur et se sont assurées que la question de l'équité salariale soit abordée. Plus de 500 personnes étaient présentes. Finalement, tout au long de leurs activités, les membres de Bathurst ont distribué des macarons sur l'équité salariale.

Fredericton

Membres : Wendy Johnston, Marilea MacDonald, Joan McFarland, Nancy Janovicek, Bob Stranach, Marilee Reimer, Elizabeth Blaney.

Le Comité de Fredericton a offert quelques exposés sur l'équité salariale, cette année. Il a participé à la campagne Du pain et des roses en octobre 2002, avec la collaboration des Raging Grannies, ce qui lui a valu une belle couverture médiatique. En plus de faire signer des cartes de Noël, une dizaine de personnes de la région se sont mobilisées pour accompagner quelques membres de Moncton et remettre les cartes de Noël en chantant à l'Assemblée législative. Elles ont également fait signer des cartes postales. Pendant la campagne électorale, elles se sont encore mobilisées pour accompagner la présidente lors de la remise des cartes postales au premier ministre, Bernard Lord, le 26 mai 2003. Les membres du Comité ont aussi fait la promotion de l'équité salariale au Marché des fermiers et en ont profité pour rencontrer des candidats de leur région. Elles ont aussi mentionné l'équité salariale lors d'une réunion publique. Elles ont interpellé les candidats et candidates suivants : du Parti conservateur, Peter Forbes, Brad Green, Eric MacKenzy; du Parti libéral, T.J. Burke, Kelly Lamrock, Misty McLaughlin; du NPD, Dennis Atchison, Penny Ericson, Kay Nandlall et Nan Luke.

Kent

Membres : Docile Cormier (présidente jusqu'en mars), Julia Maillet (nouvelle présidente), Rose Richard, Margot Boucher, Ginette Gallant, Aline Richard, Alma Richard, Régina Cormier.

Le Comité de Kent a rencontré Shawn Graham, Chef de l'opposition, lors de la campagne Du pain et des roses. Il a également participé à la campagne de cartes postales. Le 8 mars, il a organisé un déjeuner-causerie dans un restaurant local et a invité la coordonnatrice de la Coalition à parler d'équité salariale. La députée progressiste-conservatrice, Marie-Mai Poirier, était présente. Pendant la campagne électorale, des membres du comité ont distribué une centaine de macarons. Elles ont aussi rencontré Shawn Graham à deux reprises, Rose-Mai Poirier, candidate progressiste-conservatrice, et Gerry Cook, candidat NPD.

Miramichi

Membres : Patty Daley, Christine Augustine, Krista Martin, Dwayne Hancock, Sandra Finnegan, Judy Adams, Heather Harvey, Patty Deitch.

Formé en mai 2003, le comité de Miramichi s'est mobilisé autour de la campagne électorale. Les membres ont rencontré John Foran (Parti libéral) ainsi que Dwayne Hancock (Parti néo-démocrate) et ont discuté avec Frank Trevors (Parti libéral). Elles ont tenté de téléphoner aux candidats du Parti progressiste-conservateur, Tanker Malley et Kim Jardine, sans succès. Les membres ont aussi soulevé la question de l'équité salariale lors de deux débats entre les candidates et les candidats locaux. Tout au long de la campagne électorale, le Comité a fait de l'éducation auprès des femmes plus touchées par l'iniquité salariale et par le biais des médias écrits.

Nord-Ouest

Membres : Denyse Mazerolle (présidente), Louise Winchester, Cécile Nadeau, Paryse Lapointe, Edith Bourget, Lise Levesque, Huguette Roussel, Cécile Nadeau, Anne Roussel, Lucienne Bellavance, Claudette Thériault, Janet Kennedy, Sylvie Lavoie, Soeur Jacqueline Poirier, Geneviève Emedi.

Le 14 mai 2002, le comité régional d'Edmundston a organisé une rencontre spécialement destinée au public masculin et aux employeur.e.s. L'événement a suscité l'attention de médias locaux. Deux lettres ont également été publiées dans trois journaux francophones. Des membres du Comité du nord-ouest ont rencontré les députés de la région dès l'automne au sujet de l'équité salariale. La Table ronde semblait être sur les lèvres de tous les députés. En octobre, les membres du Comité ont offert du pain et une rose au député Percy Mockler. Elles ont participé à la campagne des cartes de Noël et à celle des cartes postales. Le 2 avril, Denyse Mazerolle, Louise Winchester et Gisèle Bujold Michaud ont présenté deux sessions sur l'équité salariale au Collège communautaire, campus d'Edmundston. La présentation portait surtout sur l'écart salarial et l'équité salariale. Les étudiants et les professeurs ont participé sur une base bénévole. Au-delà de 200 personnes y ont pris part.

Des membres du Comité ont rencontré à nouveau les députés pendant la campagne électorale et tous semblaient prôner l'équité salariale, du moins, ceux et celles qu'elles ont réussi à rencontrer. Malheureusement, certains ont fixé des rendez-vous mais ne se sont pas présentés.

Péninsule acadienne

Membres : Paulette Sonier Rioux, Rose-Marie Albert, Émilie Haché, Christiane St-Pierre, Marie-Claire Landry.

Lancé le 13 mai 2003, lors d'une conférence de presse, ce tout nouveau comité s'est lancé dans la campagne électorale dès ses débuts. Les membres du comité ont communiqué avec chacun des candidats suivants pour s'informer de leur position : Elvy Robichaud, Paul Robichaud, Louis-Philippe McGraw (du Parti progressiste-conservateur) ainsi que Denis Roussel, Weldon McLaughlin, Denis Landry et Hédard Albert (du Parti libéral). Paulette Sonier-Rioux a profité de sa participation à un forum de discussion de Radio-Canada, le soir des élections, pour parler de l'équité salariale.

Restigouche

Membres: Marilyn MacCormack, Cathy Archibald, Therese Phillippe, Randa LeBlanc, Sharon Harris, Joel Hickey, Cecila Hickey, Brigitte Savoie, Amanda Parsons, Stacie MacCormack, Katie Oakes.

Avant même la mise sur pied officielle du Comité de Restigouche, les membres de la région avaient participé à la campagne Du pain et des roses d'octobre 2002, mais avaient dû laisser leur pain et leur rose devant la porte fermée de Dennis Furlong !

Dans le cadre de la campagne électorale en vue des élections de juin 2003, le Comité de Restigouche a assisté à un débat public. Il a aussi distribué des dépliants et des macarons à la rencontre annuelle de la section locale 2745 du SCFP à laquelle participaient approximativement 160 femmes. Le comité a également profité de la campagne électorale pour rencontrer les trois candidats de la région Restigouche-Est pour discuter de l'équité salariale. Le Comité a rencontré les candidats de manière informelle lors d'événements publics et de façon formelle lors de rendez-vous individuels.

Au sujet de l'adoption d'une loi sur l'équité salariale dans le secteur public et dans le secteur privé, la position des candidats des trois partis politiques se résume ainsi :

- X le candidat du NPD s'est déclaré en faveur de l'adoption d'une loi sur l'équité salariale dans le secteur public et privé ;
- X le candidat libéral s'est déclaré en faveur d'une loi qui régirait d'abord le secteur public. Cette loi serait par la suite étendue au secteur privé ;
- X le candidat conservateur a évité de prendre position clairement et ne s'est pas engagé à appuyer l'adoption d'une loi sur l'équité salariale.

Le Comité a aussi obtenu que la radio communautaire locale diffuse les capsules sur l'équité salariale à tous les jours pendant la campagne électorale.